54e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 38 23 SEPTEMBRE 1937

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les " Revues "

SOMMAIRE

I. La lettre des évêques espagnols. — Sa gravité, sa beauté, sa force. — II. La guerre d'Espagne et ses retentissements politiques en Europe. — III. Les leçons de la guerre d'Espagne dans le domaine militaire. — IV. Un contre-coup de la guerre d'Espagne : le conflit sino-japonais. — V. L'évolution étonnante de la Chine depuis dix ans. — Conclusion.

I

Ce n'est pas, assurément, sans une profonde émotion que nos confrères ont lu la lettre collective de l'épiscopat espagnol, datée du 1er juillet 1937, et publiée par les journaux français au cours du mois d'août, notamment par la *Croix de Paris,* dans ses pages documentaires, le 21 août. Cette lettre est un monument d'une rare et magnifique grandeur. La voix que l'on y entend est celle de la conscience chrétienne, dans toute sa force et toute sa pureté. La sobriété de l'expression y est à l'unisson de la puissance de la pensée. Aucun ornement inutile, aucune déclamation, aucune emphase ; uniquement un témoignage solennel, précis, irrécusable ; puis un jugement qui est le verdict même de la justice et de la vérité, et que l'histoire devra recueillir.

On voudra bien remarquer que, dans ce drame espagnol, ce ne sont pas seulement les valeurs proprement religieuses et catholiques qui sont en cause, mais toutes les valeurs humaines, tout ce qu'une raison humaine, tout ce qu'une conscience droite doit estimer, révérer, défendre jusqu'à la mort.

Il s'agit en effet de savoir si la loyauté est meilleure que la perfidie, l'amour de la vérité supérieur au mensonge, l'amour plus noble que la haine. Il s'agit de savoir s'il existe une vie humaine ou si tout se ramène à la vie de la brute ; si la religion, la morale, l'art, la civilisation sont des mots vides de sens ; si la seule loi de l'histoire est, selon l'expression reçue, la « loi de la jungle » ! Ceux-là même qui ne partagent pas notre foi, pourvu qu'ils gardent quelque chose de droit et de grand dans l'esprit, ont le devoir de méditer sur un document comme celui dont nous parlons, d'entendre le poignant appel qui y est contenu.

Déjà nous savions que la grande presse d'affaires, aux Etats-Unis surtout, avait été égarée par des officines de nouvelles sciemment fausses. La revue catholique américaine *Commonweal* avait consacré plusieurs articles très vigoureux, en juin et juillet derniers, à dénoncer la volonté systématique de mensonge qui animait un trop grand nombre de reporters de la grande presse étrangère. Il s'agissait de faire croire que le gouvernement de Valence représentait la liberté civique, les grands principes démocratiques, tandis que les « rebelles » n'étaient que les suppôts de la tyrannie, de la violence illégale et, pour tout dire d'un mot chargé de sens pour nos contemporains, paraît-il, du « fascisme ». Nous-mêmes, en France, nous avons été régulièrement, plusieurs fois par jour, arrosés par la Radio officielle non seulement de nouvelles plus ou moins exactes, mais de commentaires ouvertement et parfois grossièrement tendancieux.

La lettre de l'épiscopat espagnol soulage la conscience universelle. Nous manquerions à nos obligations les plus sacrées si nous n'y faisions écho, si nous restions insensibles à la prière qui en forme la conclusion, si nous laissions passer avec indifférence des objurgations comme les suivantes :

« *Non est addenda afflictio afflictis.* A la peine pour tout ce que nous souffrons s'est ajoutée celle de ne pas avoir été compris dans nos souffrances. Pis encore, elles ont été augmentées par le mensonge et l'interprétation fausse. *On ne nous a pas même fait l'honneur de nous considérer comme des victimes. La raison et la justice ont été pesées dans la même balance que le tort et l'injustice.* Et cette injustice était peut-être la plus grande qu'on ait vu dans tous les siècles. On a accordé au journal salarié, aux plus malhonnêtes brochures, aux écrits d'Espagnols prévaricateurs, déshonorant le nom de leur patrie, le même crédit qu'à la voix des prélats, à l'étude consciencieuse des moralistes, à la relation authentique des faits qui sont un outrage à l'histoire humaine. *Aidez-nous à répandre la vérité...* »

Notre rôle étant ici de rendre compte des articles de revues, nous demanderons d'abord à l'un des plus sûrs écrivains de chez nous, M. Wladimir d'Ormesson, de nous renseigner sur la position des diverses puissances mondiales en face de la tragédie sanglante où agonise l'Espagne.

Il a publié dans la *Revue de Paris* du 1er août une vigoureuse étude intitulée : *L'Espagne et les Puissances.*

II

« Le premier point qu'il faut fixer, dit-il, c'est qu'il ne s'agit pas, en l'espèce, comme une certaine presse s'efforce de le faire croire, d'une vulgaire insurrection militaire comparable à ces « pronunciamentos » dont l'histoire d'Espagne est remplie. »

Le drame couvait depuis longtemps. Des changements politiques trop brusques s'étaient produits. Des idées d'origine étrangère avaient pénétré dans la péninsule. Il y a des gens qui se figurent que tous les hommes, tous les peuples sont taillés sur le même modèle, que toutes les institutions convenant à certaines races doivent aussi convenir à toutes les au-

tres, et qui ignorent que sous les grands mots dont abusent les fauteurs de révolution soi-disant « démocratique et sociale » se cachent régulièrement des luttes d'intérêts et d'appétits plus ou moins avouables.

Les évêques d'Espagne ont dénoncé l'emprise occulte de la Russie sur leur malheureux pays. M. d'Ormesson considère la chose comme indiscutable, connue de tous.

« Personne n'ignore en effet, écrit-il, que la IIIe Internationale, dont le siège est à Moscou et sur laquelle règne le tout-puissant « camarade » Dimitroff, avait depuis longtemps choisi l'Espagne comme terrain de grandes manœuvres européennes. Lénine lui-même, dans son testament, avait déjà marqué la péninsule ibérique d'un trait rouge. Lorsque M. Yvon Delbos se rendit, il y a quelques années, en U. R. S. S., il rapporta, dans un livre intéressant, l'impression très nette que tout l'effort de propagande soviétique allait se porter sur l'Espagne... »

Il est incontestable que la tactique, si nouvelle, du « Rassemblement populaire » fut préconisée en premier lieu par Dimitroff, que, dans sa pensée, il s'agissait essentiellement de « faire pénétrer les forces communistes à l'intérieur de la citadelle politique et de leur mettre en mains, soit directement, soit indirectement, de puissants leviers de commande. »

Il est certain que le résultat des élections de 1936, en Espagne, fut faussé par « une détestable disposition de la loi électorale espagnole ». Les droites avaient eu 4.579.000 voix, auxquelles il convient d'ajouter 340.000 suffrages centristes, tandis que le « *Frente popular* » ne groupait que 4.356.000 voix. Au surplus, même s'il avait eu la majorité numérique, qui donc admettrait que le gouvernement de gauche obtenait, d'office, le droit de fouler aux pieds la minorité et de la traiter comme un vil bétail ? Existe-t-il des « démocrates » si imbus du préjugé majoritaire qu'ils croient que le « nombre » confère tous les pouvoirs, que la politique se ramène à l'oppression de ceux qui ne pensent pas comme les vainqueurs de la bataille électorale ? Quelle différence de philosophie politique ferait-on alors entre les régimes démocratiques et les régimes « fascistes » ?

« Dès le lendemain des élections, dit encore M. d'Ormesson, un état révolutionnaire larvé s'installa en Espagne. Là encore, il importe de souligner le fait, pour répondre à la propagande tendancieuse qui tente de faire croire que le peuple espagnol coulait des jours paisibles, dans la meilleure des démocraties, lorsque de perfides généraux s'en prirent à la République. En réalité, à peine le « Frente Popular » était-il au pouvoir que les incidents éclataient de tous côtés. C'est ainsi qu'entre le 15 février et le 15 avril, — c'est-à-dire trois mois *avant* l'insurrection, — l'on enregistra 11 grèves générales, 39 fusillades en règle, 74 assassinats, 75 agressions, 345 attentats laissant des blessés ; 59 sièges d'organisations politiques furent pillés, ainsi que 72 établissements publics et particuliers et 36 églises. On incendia 106 sièges d'organisations publiques, 45 établissements publics, 15 maisons particulières. »

L'auteur établit que les documents officiels eux-mêmes attestent que le gouvernement régulier n'était plus maître de la situation, que l'Espagne était en proie à de véritables convulsions internes, que l'anarchie y régnait de la façon la plus lamentable, que les ruines s'y accumulaient de jour en jour.

Assurément, la guerre civile a engendré des horreurs encore plus affreuses. Mais qui en fut responsable ? Les bourreaux ou les victimes ?

Et dans la guerre elle-même, si l'on accorde que des excès se sont produits dans les deux camps, est-il permis d'englober indistinctement les *blancs* et les *rouges* dans une même réprobation ? Ce serait à désespérer de la justice et de l'impartialité dans les jugements des hommes.

« Il y a, dit M. d'Ormesson, une différence essentielle... C'est que dans le camp *rouge*, un véritable sadisme s'est manifesté. On n'a pas seulement fusillé. On a massacré, torturé, avec des raffinements de cruauté qui dépassent l'imagination. Le clergé, les congrégations et notamment les religieuses ont été les principales victimes de cette fureur. Une populace grisée par les théories révolutionnaires les plus agressives et les plus matérialistes, s'est positivement ruée sur les couvents, sur les églises. On estime que plus d'un quart de l'ensemble du clergé espagnol a été mis à mort[1]. »

Concluons de tout cela, avec certitude et de manière définitive, que, « quand on vient nous dire qu'il s'agit, en Espagne, d'un combat entre une démocratie normale et des factieux, *l'on ment...* » Et ne nous lassons pas de protester contre cet audacieux mensonge.

Quant à l'attitude des puissances envers l'Espagne, « quand on vient nous dire que seules l'Allemagne et l'Italie sont intervenues en Espagne, l'on ment. Car, depuis des années, l'U. R. S. S. avait semé cette tempête et préparé cette boucherie. »

Enfin, « quand on vient nous dire que le but à atteindre est de revenir au « *statu quo ante* », l'on ment. Car il est bien évident que, dans l'état où est l'Espagne, il lui faudra un régime totalement différent de celui qu'elle possédait pour retrouver l'ordre et la cohésion. »

« Telles sont, dit très justement M. d'Ormesson, les vérités premières qu'il ne faut cesser d'avoir à l'esprit quand on parle des affaires d'Espagne. »

Mais, en dehors de cet aspect, pour ainsi dire intérieur des affaires d'Espagne, il y a aussi leur aspect international, qui n'est pas moins grave, ni moins préoccupant.

De même qu'une révolution larvée exista en Espagne dès le lendemain des élections de février 1936, de même un état de guerre larvée s'est poursuivi, autour de la guerre civile espagnole, entre toutes les puissances européennes, dès le mois de juillet 1937.

Cette guerre universelle, on la voit se révéler à la fois dans le domaine diplomatique et dans le domaine militaire. Ce second aspect nous sera révélé, un peu plus loin, par le général Armengaud, dont l'étude a paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 août, sous ce titre : *Les leçons de la guerre d'Espagne.*

Avec M. d'Ormesson, nous considérerons d'abord

la lutte diplomatique.

Ce que nous avons dit prouve que la puissance responsable de tout le conflit, c'est la Russie soviétique

[1] Dans la lettre des évêques, on lit : « Quoique les chiffres ne soient pas encore fixés, nous pouvons compter près de 20.000 églises détruites ou entièrement pillées. Le nombre des prêtres assassinés (en moyenne 40 pour 100 dans les diocèses dévastés, dans quelques-uns cela va jusqu'à 80 pour 100) s'élève, pour le seul clergé séculier, à environ 6.000. »

La même lettre signale dix évêques assassinés.

tique. C'est elle qui a mis les fers au feu. C'est elle qui a manifesté l'intention claire de faire de l'Espagne une sorte de colonie ou de satellite associé à sa politique et à sa propagande révolutionnaire. C'est elle qui « a créé les conditions de la révolution espagnole avec ses agents, sa propagande et son or. C'est elle qui est à l'origine de tout. »

Une fois le conflit déclenché, la première puissance qui intervint semble avoir été l'Italie. Des avions italiens furent surpris sur les confins algéro-marocains. Ils étaient chargés de protéger le passage des troupes de Franco sur le continent espagnol.

Ajoutons que, juste à ce moment, la France était le théâtre d'une agitation sociale désordonnée, que l'on y voyait au pouvoir un groupe de partis rassemblés sous l'étiquette de *Front Populaire* et manœuvrés puissamment par le communisme aux ordres de Moscou. Le danger était grand de voir notre Front Populaire se ranger aux côtés du *Frente Popular*. En ce cas, la guerre générale était probablement inévitable. Le parti radical, heureusement, recula devant cette horreur. Il résista à la pression d'extrême-gauche, opta pour la non-intervention, se régla sur l'attitude de l'Angleterre, dont les conseils ne furent peut-être pas inutiles pour nous retenir sur la pente fatale.

Mais la Russie jouait double jeu. Tout en se donnant l'air de proclamer la politique de non-intervention, elle envoya en Espagne, sinon des contingents militaires, du moins une quantité considérable de matériel, à partir de fin octobre 1936, avions et tanks surtout. En outre, les ordres venus de Moscou favorisèrent des enrôlements de volontaires, des souscriptions en argent, des secours de toute nature. On estime que le nombre des « volontaires » enrôlés par des procédés assez semblables à la « presse » de l'Ancien Régime, à coups de promesses mirifiques et sous l'influence de l'alcool, a pu atteindre 50.000 hommes, dont 25.000 Français. Ce furent les fameuses « brigades internationales. »

Dans le camp adverse, les concours militaires furent plus directs, plus massifs. « On a chiffré à cinquante ou soixante mille hommes les forces italiennes qui manœuvraient dans le camp national, et à huit ou dix mille les forces allemandes... En restant objectif, l'on peut dire... que les contingents italiens et allemands, plus que les contingents soviétiques ou internationaux, ont le caractère de véritables corps expéditionnaires. Ce sont des unités constituées, avec états-majors, cadres (y compris des aumôniers !), que leurs gouvernements ont envoyées en Espagne. Et ce ne fut pas toujours, d'ailleurs, au gré des intéressés. »

A quels mobiles obéissait l'Italie ? Il est aisé de le deviner. Elle poursuit avant tout des buts politiques. Mécontente de l'opposition anglaise et française à son entreprise éthiopienne, elle tend à intimider l'Angleterre et la France en Méditerranée, à Gibraltar et dans la région marocaine. Son intervention a les allures de représailles. Elle répond aussi à cette loi des dictatures, — loi redoutable, du reste, — qui leur impose le succès, la marche en avant, le maintien *du prestige*. Enfin, elle s'oppose à une entreprise communiste dont elle sent pour l'Italie tout le péril.

Pour l'Allemagne, il y a autre chose. L'Espagne en guerre lui sert de « laboratoire ». Elle fait l'essai de son matériel *in anima vili*, en le faisant servir contre les rouges. « C'est pourquoi l'Allemagne a envoyé beaucoup de matériel, beaucoup de techniciens en Espagne, mais fort peu de troupes. »

Quant à la Russie, elle a expédié surtout des agents politiques, des techniciens, du matériel, et beaucoup d'or. Sa politique tend à alimenter les causes de conflit entre la France et l'Allemagne, pour détourner de ses frontières le danger hitlérien.

Il est incontestable que ces interventions étrangères ont eu pour premier résultat de prolonger une guerre civile affreusement meurtrière et de la rendre à peu près inextricable. La seule politique humaine eût été la non-intervention. Madrid n'a échappé aux nationaux que par la vaillance indiscutable des brigades internationales.

On peut se demander si le concours italien n'a pas fait plus de mal à la cause de Franco, qu'il n'a pu lui faire de bien. D'une part, il a provoqué le mouvement des enrôlements communistes en faveur de Valence. D'autre part, il a mis en garde l'Angleterre, dont l'attitude envers Franco eût été tout autre sans cela. En troisième lieu, il a anéanti le rapprochement franco-italien, déjà bien entamé par l'affaire abyssine. Il a ravivé l'opposition franco-allemande, coupé l'Europe en deux camps rivaux, mis aux prises deux idéologies irréconciliables.

Signalons avec force le caractère mensonger de ce conflit effroyable. Les peuples y sont affreusement trompés par leurs dirigeants.

« Cette lutte, écrit M. d'Ormesson, offre ceci de dangereux qu'elle représente également un paravent assez hypocrite, derrière lequel se trament bien des choses qui n'ont plus rien à voir ni avec l'idéologie ni même avec l'Espagne... Mais les yeux de la foule sont plus sensibles aux dehors du paravent qu'aux réalités qu'il dissimule. C'est ainsi qu'il est fort beau de dire que tout se résume à un duel à mort entre le fascisme et le bolchévisme ! C'est là une simplification assez grossière et, souvent, un attrape-nigauds. Qui ne voit, par exemple, que la lutte anglo-italienne se poursuit sourdement dans cette affaire d'Espagne ? Elle est d'autant plus dangereuse alors que nous nous trouvons placés diplomatiquement entre ces deux puissances et que notre « Front Populaire », avec son anglophilie et son antifascisme — lesquels sont tous deux fort simplistes — s'arrange pour que ce soit la France qui reçoive tous les coups... »

La France a eu en effet l'attitude la plus illogique qu'il se puisse concevoir. D'une part, elle n'a pas caché ses préférences officielles. Il aurait suffi aux Italiens et aux Allemands d'entendre notre Radio d'Etat pour être fixés sur le sérieux de notre neutralité. Les enrôlements de volontaires pour le *Frente Popular* n'ont été nulle part plus faciles, plus réguliers, plus publics, plus abondants que chez nous. Les manifestations en faveur des rouges n'ont été en aucun pays, pas même en Russie, aussi tumultueuses, aussi fréquentes, aussi efficaces que dans le nôtre.

D'autre part, M. Blum a eu le bon sens de se défendre lui-même contre lui-même, ou, si l'on préfère, contre les fractions socialistes et communistes de sa majorité. Ses premiers réflexes avaient été nettement pour une aide massive aux gouvernementaux. Mais, heureusement, il fut retenu par le Quai d'Orsay, où les grands fonctionnaires ont tout de même conservé du bon sens, de la retenue, une certaine prévision de l'avenir, et où un homme du parti radical tenait les rênes. De plus, Léon Blum a, depuis toujours, un souci marqué de ne pas se mettre en

opposition trop nette avec le monde britannique. Le souci de l'Angleterre a été pour lui le commencement de la sagesse. Il voyait trop bien que la politique d'intervention le livrait pieds et poings liés au communisme.

« Aussi, trop faible pour arrêter de sa propre autorité le mouvement populaire provoqué par des agitateurs professionnels ou stipendiés, qui réclamaient des « avions pour l'Espagne », M. Blum usa du subterfuge, d'ailleurs habile, qui consistait à faire prononcer ces interdictions par vingt-sept Etats réunis à Londres, sous la houlette de l'Angleterre. »

Il est clair que cette politique de non-intervention a eu de bons résultats. Elle a limité le conflit. Elle n'a pas empêché les interventions ; mais elle a réduit leur volume, leur gravité, leurs effets nocifs. Elle a forcé l'intervention à prendre un aspect voilé, dissimulé, à demi honteux. Pourtant, l'Europe a senti à plusieurs reprises que l'abîme se creusait sous ses pas. Il ne faudrait peut-être pas beaucoup d'incidents comme le bombardement d'Ibiza, suivi de la sanglante riposte d'Almeria, pour amener la catastrophe d'une guerre générale, qui marquerait sans doute la fin de l'Europe !

Contre la politique de non-intervention, les extrémistes de gauche ont cru habile de faire valoir les intérêts patriotiques, dont le plus souvent ils n'ont cure. Ils montrent les Allemands et les Italiens s'infiltrant en Espagne, plaçant la France entre deux feux, menaçant ses communications avec l'Algérie et le Maroc. En Angleterre, l'opposition travailliste se déchaîne pareillement contre un gouvernement qui, à les entendre, compromet le prestige britannique sur la ligne vitale des Indes par Gibraltar !

Certains patriotes sont émus de ces critiques. Elles leur semblent au moins en partie exactes.

Nous pensons, avec M. d'Ormesson, que l'on s'exagère grandement les avantages que l'Italie peut, par son concours à Franco, acquérir en Méditerranée. En tout cas, ce n'est pas des communistes qu'il nous convient de recevoir des leçons de patriotisme. Si on les avait écoutés, où en serions-nous ? Et puis, croit-on que le concours italien a toujours été du goût de Franco ? Croit-on que, le péril passé, il restera une grande sympathie entre Espagnols et Italiens ? L'Espagne nationaliste sera-t-elle d'humeur à faire le jeu de l'Italie ? Oublie-t-on qu'il y a toujours eu rivalité méditerranéenne entre les deux pays ? En outre, même si Franco arrive à établir son autorité sur l'Espagne tout entière, il aura autre chose à faire qu'à participer aux conflits européens. Son pays demeurera ruiné, probablement pour longtemps. Il demeurera en outre profondément divisé.

Enfin, si les communistes ont un si grand souci de nos intérêts en Algérie et au Maroc, il faut les inviter avant tout à cesser les criminelles campagnes d'agitation qu'ils poursuivent dans ces deux pays, et qui nous font sûrement plus de mal que les possibilités d'emprise italienne sur l'Espagne nationaliste.

Seulement, pour ne pas aggraver les inconvénients de cette emprise, il serait bon que notre gouvernement fût plus objectif, plus réaliste, plus attentif aux intérêts de la France. Franco contrôle, dès à présent, les trois cinquièmes du pays, et 14 millions d'habitants sur 23. Il a une situation de fait que le plus sectaire des idéologistes devrait ne pas méconnaître.

« Aussi, à l'heure actuelle, le devoir qui s'impose à notre Gouvernement, conclut M. d'Ormesson, est-il clair. L'Angleterre vient de suggérer un plan de conciliation destiné à apaiser le conflit international allumé par les affaires d'Espagne. Ce plan s'efforce d'équilibrer les diverses positions en présence. Il s'agit d'abord de rétablir le contrôle naval et terrestre sur les côtes et les frontières d'Espagne, contrôle qui doit nécessairement être un tout, puis de lier le retrait progressif des volontaires qui combattent dans les deux camps à la reconnaissance de la qualité de belligérant au général Franco. Ce plan est la sagesse même. S'il était réalisé, il aurait le triple avantage : 1° de désenvenimer la querelle internationale ; 2° de renverser les courants et de tendre peu à peu à l'élimination des soldats étrangers dans la péninsule ; 3° de replacer toute l'affaire espagnole sur le terrain normal du droit international. »

Qu'on se rappelle les guerres de la Révolution. En apparence, il s'agissait du triomphe ou de la défaite de certaines idées : la liberté en face de la tyrannie. En réalité, selon le mot de Mallet du Pan, « il s'agissait surtout d'une auguste comédie. »

Il en est de même, dans le domaine diplomatique, aujourd'hui. Mais pendant que les hommes d'Etat jouent avec les idées, ce sont de pauvres hommes qui souffrent, ce sont des institutions qui sont en péril, c'est la civilisation elle-même qui est en danger mortel. La vérité, la justice, l'intérêt bien entendu des peuples se trouvent ici liés indissolublement. Ce sont les bas calculs, les mensonges, les manœuvres criminelles des agents de désordre qui déchaînent sur le monde tant de menaces et accumulent en Espagne tant de ruines.

III

Le général Armengaud, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 août, se place avant tout au point de vue militaire. Et il se demande, en première ligne, s'il est possible de tirer des leçons valables de la Guerre d'Espagne.

La chose est discutable.

« Selon certains, dit-il, cette guerre d'Espagne est trop différente de celle qui mettrait aux prises les armées des grandes puissances européennes, pour que l'on puisse en déduire des enseignements valables pour elle.

Pour d'autres, ses enseignements sont acceptables, à ce point qu'ils auraient déconcerté les Allemands et les Italiens et dissuadé leurs dictateurs d'entamer une opération de force à laquelle l'un d'eux semblait décidé.

Ces opinions contiennent chacune leur part d'exagération et de vérité, mais nous aimons mieux, quant à nous, celle qui propose des fins positives en tirant parti des faits. »

La science militaire est exposée à un double danger : l'excès de routine, qui ferme les yeux sur les progrès de la technique et leurs applications, — l'excès de la spéculation pure, ou, si l'on veut, de l'imagination anticipatrice, qui devance ou croit devancer la marche des découvertes scientifiques.

En ce qui concerne la guerre d'Espagne, dont le théâtre est si proche de nous, il y a un autre danger : c'est celui des informations inexactes. Les deux partis donnent des communiqués, mais ces communiqués sont souvent contradictoires. La vérité est difficile à connaître. Il est indispensable de commencer par une critique serrée des conditions mêmes de la lutte.

« Il y a effectivement des différences fondamentales entre les caractères particuliers de la guerre d'Espagne et ceux par lesquels nous nous représentons la guerre dans laquelle nous sommes susceptibles d'être entraînés un jour.

Les partis en présence n'ont pas mis en ligne, ni en effectifs, ni en matériel, des moyens comparables à ceux qui s'affronteraient au nord-ouest ou au centre de l'Europe. Nombre de missions et de problèmes militaires ne sont pas posés en vraie grandeur. Des possibilités demeurent dans l'ombre qui prendraient une importance considérable pour de grandes armées. »

On se souvient en effet qu'au cours de la Grande Guerre, le nombre des mobilisés, de part et d'autre, était de l'ordre de 7 à 8 millions d'hommes. En Espagne au contraire, l'infanterie, dans chaque camp, oscille autour de 300.000 hommes. D'autre part, au lieu de former un seul front, ils sont dispersés sur un millier de kilomètres. Sans doute, à la suite de la prise de Santander, les opérations vont devenir plus massives, plus rapides, moins écartées les unes des autres.

Mais jusqu'ici les lignes de fantassins n'ont pas eu de profondeur, dans la défense, et guère davantage dans l'attaque. Elles n'avaient pas, d'autre part, les moyens d'accompagnement et de liaison qu'elles auraient ailleurs, ni une artillerie proportionnée au front d'attaque, pas même au front de défense.

Les engins nouveaux ne sont pas utilisés dans les proportions admises par les spécialistes, et souvent ils ne sont pas mis en œuvre dans un cadre normal. Ainsi, pour l'aviation, on a vu constamment des patrouilles d'avions bombarder, de loin en loin, une grande ville, un port, une ligne de communication, alors que dans un pays fortement industrialisé et où l'usinage des munitions et des canons, à l'arrière, serait poursuivi avec intensité, on verrait des divisions aériennes ou des escadres répéter leurs attaques avec continuité, jusqu'au résultat final.

De même pour les tanks. Quelques dizaines de chars tiennent la place de divisions blindées.

D'autre part, la liaison des armes entre elles est souvent mauvaise. Les avions sont privés du secours de l'organisation rationnelle de la défense, et les chars, dépourvus du soutien indispensable d'une infanterie instruite et bien outillée pour leur accompagnement.

« Il faut donc se garder de conclure trop vite, à propos des chars, que « le trait a de nouveau vaincu la cuirasse offensive » ; à propos de l'avion, que la défense des arrières est impossible. »

Impossible donc de tirer de la guerre espagnole des leçons d'ordre général sur la stratégie et la tactique, si ce n'est des leçons en quelque sorte *négatives,* c'est-à-dire portant sur des déficiences et non sur des réalisations effectives.

Pourtant, sur quantité de points de détail, il a été possible de multiplier les observations et de grouper les expériences instructives.

M. d'Ormesson nous disait tout à l'heure que, pour les Allemands surtout, l'Espagne avait fait office de « laboratoire ». C'est triste, c'est affreux à dire : pendant que des hommes s'entretuaient, d'autres hommes venaient auprès d'eux, non pour arrêter la tuerie, mais pour apprendre à mieux tuer dans l'avenir.

Par exemple, on a pu saisir et divulguer un rapport secret d'un officier allemand. On y lisait :

« Il a été possible de faire des observations nombreuses, intéressantes et instructives et d'établir de manière définitive certains résultats ; observations et résultats qui ne seront pas sans influence sur les développements futurs de la technique et des tactiques de la guerre moderne...

...Il est permis d'affirmer que la défense contre les tanks a été développée et perfectionnée de manière plus rapide et efficace que le tank lui-même. »

De fait, il est apparu, à l'épreuve du terrain, que les chars lourds allemands sont trop lents au démarrage et en marche arrière, trop peu maniables et finalement trop facilement incendiés ; que les avions, obligés de changer souvent de terrains pour échapper aux bombardements, doivent permettre l'utilisation de terrains médiocres, grâce aux dispositifs modernes d'hypersustentation.

Par contre, on a constaté, au feu, la supériorité des chars lourds et moyens, fortement blindés et armés, sur les chars légers, plus rapides, mais plus vulnérables. Il est apparu aussi que les avions de bombardement, relativement lents et volumineux, sont sujets aux plus graves déboires et trop aisément atteints et détruits par les avions de chasse, ou les canons antiaériens.

Au moment où, dans toutes les grandes Puissances, des milliards sont engagés dans la fabrication d'engins nouveaux, des leçons de cette nature sont d'une importance que tout le monde reconnaîtra.

C'est ce que l'Allemagne, l'Italie, la Russie, plus engagées que les autres Etats dans cette guerre d'extermination, ont tout de suite compris. Et c'est pourquoi elles ont envoyé là-bas leurs professionnels, leurs spécialistes les plus réputés, afin d'améliorer, d'après l'expérience, la qualité de leurs armements.

Et la France, direz-vous ? Qu'a-t-elle fait pour se tenir au courant ?

« La position de la France, comme celle de l'Angleterre d'ailleurs, répond le général Armengaud, est tout autre. Elle est dictée avant tout par le souci d'avoir, après comme avant la guerre civile, au-delà des Pyrénées, une nation amie [1]. C'est un fait que, l'an dernier, des matériels français, généralement anciens, mais aussi des nouveaux, se sont trouvés engagés en Espagne ; certains de leurs défauts ou de leurs qualités ont été révélés et de cette épreuve les organismes qualifiés auront pu, chez nous, faire leur profit. Mais, dès le début de cette année, la France a pris l'initiative de la politique de non-intervention dans la guerre d'Espagne et elle se doit de l'observer scrupuleusement. Tout comme les Anglais, nous nous trouvons ainsi en infériorité, par rapport aux Italiens, aux Allemands et aux Russes, pour tirer tous les enseignements possibles de la guerre d'Espagne et les utiliser sans retard. »

Pourtant, l'un des avantages de notre position neutre, c'est de permettre à nos observateurs de se trouver dans les deux camps.

[1] L'auteur de l'article que nous résumons se tient dans une prudente réserve sur la politique française. Il a raison. On remarquera pourtant que le souci d'avoir au-delà des Pyrénées une nation amie, aurait exigé, de la part de nos gouvernants, une impartialité plus attentive, une neutralité plus complète, et aussi une adaptation plus souple aux vicissitudes de la guerre, tandis que, officiellement, de trop visibles sympathies se manifestaient pour le parti le plus violent, le plus inhumain, le plus éloigné de l'esprit de justice, et finalement le moins favorisé par le succès.

Il est possible, d'autre part, de tirer d'utiles conclusions de la conduite générale de cette guerre.

Le public non informé s'étonne et s'indigne surtout de la durée démesurée de la guerre espagnole. Le technicien, lui, raisonne, et il conclut : cette durée a une cause. La cause est liée à l'équilibre des forces, tel qu'il résulte de l'emploi des armements modernes. Il semble donc démontré, comme la Grande Guerre l'avait déjà prouvé, 1° qu'une décision rapide est possible par l'effet initial du déséquilibre des forces et la forme brusquée de l'offensive, — 2° que si la décision n'est pas obtenue tout de suite, il y a une relative facilité de rétablissement de la défense, après une manœuvre de retraite ; — 3° que la défensive, après les premières semaines de guerre, grâce à l'organisation du sol et à la mobilisation disciplinée de toutes les forces nationales, peut atteindre à une véritable puissance ; — 4° que la guerre aérienne ne cesse d'accroître son importance, au cours du conflit.

Ces quatre constatations doivent être retenues. Pour quiconque répudie une guerre offensive, mais considère comme sacrée la défense de la patrie en péril, il est capital de remarquer qu'un pays qui ne veut pas mourir peut très bien être surpris par une injuste agression ; mais, pourvu qu'il soit apte à supporter le premier choc, il doit pouvoir ensuite, même inégal en nombre, tenir en échec l'adversaire le plus redoutable. C'est cela même que l'expérience de 1914 avait démontré. Et c'est ce qui ressort des débuts de la guerre civile espagnole.

On y remarque en effet une période très courte de guerre de mouvement. Dans cette période, l'armée régulière a l'initiative. Les forces gouvernementales ne sont guère que des milices populaires, dans lesquelles sont convoqués tous les éléments extrémistes. Un appel sous les drapeaux donne 40.000 volontaires. Leur encadrement est très faible : beaucoup d'officiers et de sous-officiers de l'active ont été éliminés ou fusillés pour raisons politiques, 200 officiers seulement se sont ralliés au gouvernement. Le matériel est rare.

Au même moment, les nationalistes ne disposent que des forces régulières, à faibles effectifs, qui n'ont pas été désorganisées par le gouvernement révolutionnaire ou désarmées par les milices. Ils ont dû faire appel aux volontaires : « requetes » et phalangistes, milices blanches qui ne sont pas plus expérimentées militairement que les milices rouges : pas de discipline, pas d'instruction, pas de cohésion. Mais elles sont fortement encadrées. Les officiers de carrière abondent. De plus, les nationalistes disposent de la plus grande partie du matériel de guerre, d'ailleurs peu important, qui se trouvait en Espagne.

Leur objectif est la prise de Madrid. Leur plan est tout indiqué par la situation même : marche concentrique sur la capitale, en partant des grandes villes insurgées contre le gouvernement central.

Il s'en est fallu de peu, alors, que les nationalistes brisent toute résistance. Mais les troupes du Maroc n'ont pas pu venir assez vite. Le rassemblement de toutes les forces d'attaque n'a pas été accompli assez promptement. Bref, l'attaque brusquée a échoué, ou du moins n'a réussi qu'incomplètement.

Une aviation étrangère vient au secours de Franco. Elle éloigne du détroit de Gibraltar la flotte gouvernementale et permet le transport des troupes marocaines. Les nationalistes vont donc prendre l'offensive et tenter de mettre hors de cause leurs adversaires.

Ils s'emparent de Badajoz, de l'Estramadure, opèrent leur liaison avec les troupes venant du nord et constituent un vaste front, perpendiculaire au Tage, dont le général Franco fait son axe de marche. Son avance est irrésistible ; tout élément rouge s'opposant à une colonne se trouve débordé par les colonnes de droite et de gauche :

« Franco se rappelle ce qu'il a vu au Maroc, alors qu'il combattait avec nous. En 1925, nous devions nous contenter de faire face aux attaques riffaines : nous réussissions seulement à les contenir et à les refouler légèrement. En 1926, dès la reprise des opérations, en liaison avec les Espagnols, nous les attaquions sur un front supérieur au leur et largement débordant : en dix-huit jours, ils étaient mis hors de cause ! »

C'était la même tactique qu'il appliquait, en 1936. « Les milices gouvernementales lâchent pied bien plus vite encore que les farouches Riffains en 1926. »

Franco avance donc de 250 kilomètres en quelques jours. Ses étapes successives sont Talavera-de-la-Rena, Magueda, Tolède. Le sort de Madrid semble décidé. Vraisemblablement, la capitale sera mal défendue et contrainte de se rendre en peu de temps. « La supériorité des troupes disciplinées et commandées sur des milices mal encadrées et sans instruction est écrasante. La manœuvre de débordement, menée par des forces supérieures en nombre et en qualité, apparaît une fois de plus irrésistible : elle mène à la décision. »

Mais au moment où les rouges semblaient perdus, leur situation se rétablit, grâce à un appoint extérieur. Franco, du reste, avait abandonné un moment la route directe de Madrid pour aller enlever Tolède, à sa droite, et délivrer les héroïques défenseurs de l'Alcazar. Les quelques jours perdus par lui ne l'ont pas été pour ses adversaires. Les milices rouges se sont disciplinées et renforcées. L'arrivée de cadres, de volontaires, de matériel de guerre, — brigades internationales, — renverse la situation.

Il leur manquait surtout la discipline et la puissance matérielle. Elles vont avoir tout cela.

Lorsque Franco reprend sa marche vers Madrid, il rencontre une résistance inattendue. Bientôt les contre-attaques se produisent. Les rouges ont étendu leurs lignes pour empêcher l'enveloppement. Ils se sont installés aux cols de la sierra de Guadarrama, au nord-ouest et à l'ouest de Madrid.

Les nationalistes abordent Madrid par le sud, puis par l'ouest, puis par le nord, mais ils ne peuvent ni enlever la cité par une attaque brusquée, ni l'investir complètement et la priver de son ravitaillement. Ils sont donc immobilisés devant elle, sans être en état de l'encercler totalement. La guerre de mouvement est terminée. Cela rappelle singulièrement la première partie de la guerre de 1914.

« Nous n'insisterons pas sur ces ressemblances. Il nous suffit de conclure que les événements militaires des premiers mois de la guerre d'Espagne sont extrêmement suggestifs et doivent être médités par nous : ils confirment notre expérience propre, la valeur des dispositions que nous avons prises pour nous prémunir contre une attaque brusquée et la nécessité vitale de maintenir toute leur force à ces dispositions. Toutefois, ils nous invitent aussi à nous créer une armée de choc et de manœuvre prête pour la contre-offen-

sive destinée à compléter l'œuvre de la défensive sur les lignes fortifiées, prête aussi à l'offensive immédiatement, puisque c'est le moment favorable. »

Une seconde constatation faite au cours de la guerre d'Espagne, — et qui devra faire réfléchir tout agresseur qui ne serait pas économiquement et financièrement outillé pour soutenir une guerre *longue*, — c'est la *puissance de la défensive après les premières semaines.*

En effet, Franco est parvenu autour de Madrid. Rien ne lui a résisté. Mais les gouvernementaux d'une part ont reçu des renforts, d'autre part ont réussi à organiser leurs milices. En vain Franco a-t-il reçu de son côté environ 60.000 hommes de troupes régulières italiennes et allemandes. En vain l'avantage du nombre lui reste-t-il. Les deux adversaires sont à peu près également munis en matériel, venu du dehors. Cependant « le nombre des batteries demeure faible, les munitions, les canons, les chars sont limités ». En revanche, la défense est fortement organisée. Des tranchées se creusent autour de la capitale.

« Dans ces conditions, le front de toute attaque est nécessairement restreint ; une avance est vite arrêtée ; la brèche bouchée, le front reconstitué après qu'une contre-attaque a ramené l'attaque épuisée à sa ligne de départ. Les engins blindés n'y peuvent rien ; ils traversent les rangs adverses, infligent des pertes sérieuses, mais, comme ils ne sont pas soutenus, ils sont dispersés par des mitrailleuses ou des petits canons intacts, entourés et incendiés, ou bien obligés de se replier en toute hâte, comme à Guadalajara. »

C'est ainsi que toutes les attaques sur Madrid, faute de pouvoir être conduites par de grands moyens et poussées jusqu'au bout, sont demeurées impuissantes jusqu'ici. Franco a eu d'abord la pensée d'encercler totalement la ville, pour arrêter son ravitaillement en vivres et munitions. Il a été repoussé. Il cherche alors à obtenir des avantages sur les autres fronts, 1° pour maintenir son prestige, 2° pour tenir l'adversaire en haleine, 3° pour libérer des effectifs nouveaux, une fois les fronts secondaires résorbés. Il attaque sur le front de Malaga, mais il est assez vite arrêté par les difficultés du terrain, et il se contente d'un succès relatif. Il entreprend alors de réduire l'enclave de Bilbao. Là encore, la loi qui veut qu'avec les engins modernes la défense soit plus aisée que l'attaque se manifeste de façon éclatante. Deux mois se passent avant qu'il ait réuni des moyens offensifs suffisants pour enlever Bilbao et conquérir la Biscaye.

« Il y réussit enfin parce que son adversaire n'a pas su préparer, au cours de l'hiver, et déclencher en temps utile une puissante offensive, par exemple autour de la pointe de Teruel, par laquelle Bilbao aurait été dégagé, comme Verdun fut dégagé par l'offensive de la Somme. »

On voit donc que, contrairement à l'impression que donnaient nos communiqués de la Radio officielle, en France, l'inertie des gouvernementaux a rendu plus aisée la tâche des nationalistes. Le gouvernement de Valence n'a presque jamais pris l'initiative. Ses troupes se sont bien battues, mais la direction des opérations a été faible constamment.

« Quoi qu'il en soit, l'attaque sur Bilbao, comme les attaques sur Madrid, ont mis en pleine lumière la puissance de la défense sur des fronts organisés et la quasi-inviolabilité de ses positions, si elles sont profondes, tant qu'elles ne sont pas débordées et que les réserves de manœuvre ne sont pas usées.

Ces trois dernières conditions étant satisfaites, il semble que deux adversaires ne peuvent que très difficilement et avec beaucoup de temps, sortir de la stabilisation, à moins de faits nouveaux dans l'ordre politique ou moral. »

Et cela nous rappelle la stagnation de la Grande Guerre, durant la période de « guerre de positions » ou de « guerre de tranchées », de 1914 à 1918.

Pour nous Français, qui sommes toujours inquiets pour notre frontière de l'Est, la conclusion est importante. Le général Armengaud la tire clairement :

« Notre idée, dit-il, est confirmée qu'un adversaire éventuel de notre pays renoncera à l'attaquer, s'il n'a pas l'espoir de le surprendre et d'enfoncer ou de déborder ses frontières organisées, avant la constitution et l'entrée en action des armées de manœuvre. »

En dernier lieu, la guerre d'Espagne, tout comme la Grande Guerre l'avait déjà fait, a révélé *l'extension de la guerre aérienne au cours du conflit.*

La stabilisation des fronts étant réalisée, il est fatal que l'on se serve du seul élément resté libre : l'air. L'aviation est l'arme capable de produire les plus grands effets moraux. Elle peut toujours passer à l'offensive. En Espagne, cela était d'autant plus aisé que les territoires des camps avaient moins de profondeur — 150 kilomètres au plus, — et que les fronts étaient moins étendus. Enfin, c'était en aviation que les renforts de l'étranger pouvaient le plus facilement arriver, en dépit de tous les contrôles.

« Au moment où la non-intervention des Puissances était unanimement décidée, l'aviation de chaque parti comprenait à peu près une centaine d'avions de bombardement et autant d'avions de chasse. Si la non-intervention avait été observée, les deux aviations seraient aujourd'hui à peu près inexistantes, pour cette raison que la consommation des avions est telle, au cours d'une guerre, qu'une flotte aérienne renouvelle tout son matériel dans une période de trois mois. Au lieu de cela, les deux aviations, la nationaliste surtout, se sont largement développées. De même, dans la dernière guerre, après cinq ou six mois d'hostilité, le ciel se peuplait chaque jour davantage de machines et la guerre de surface devenait une guerre dans l'espace. »

C'est donc dans le domaine de l'aviation que les leçons de la guerre d'Espagne ont été le plus instructives pour les techniciens et observateurs qualifiés de tous pays. C'est dans ce domaine qu'ils se sont efforcés de prévoir ce que serait une guerre générale, à l'heure actuelle.

La lutte d'aviation, en Espagne, était du reste essentiellement une lutte internationale. Il y avait sans doute des Espagnols dans les deux camps adverses ; mais il y avait surtout des Italiens et des Allemands contre des Russes.

« Des jugements, dit le général Armengaud, ont été portés sur les uns et les autres ; nous n'en retiendrons qu'une observation générale. La valeur d'un personnel d'aviation est faite à la fois de *l'aptitude spéciale de la race, de sa formation aérienne et de son instruction militaire* [1]. La valeur du personnel influe beaucoup sur le rendement des machines

[1] C'est nous qui soulignons.

dans le combat ; un avion servi par un équipage supérieur se mesure avec un avion meilleur servi par un équipage médiocre. Cette observation est à retenir à propos d'une arme où l'on est souvent tenté de penser que le matériel est tout. »

Pourtant, le matériel a évidemment aussi son importance de tout premier ordre. L'aviation est sans cesse en voie d'évolution. De 1914 à 1918, elle avait constamment changé de types, de procédés, d'armement. Depuis 1918, elle a réalisé de continuels progrès.

Dans le camp nationaliste, on a utilisé surtout du matériel italien : Fiat de chasse, Caproni et Savoia de bombardement, — et allemand : Arado et Henkel de chasse, trimoteurs Junkers de bombardement.

Du côté gouvernemental, il n'y a plus que quelques appareils anglais ou français : Fairez et Dewoitine de chasse, bimoteurs Potez 54, Bloch 200 et 210 de bombardement. La presque totalité des machines est de fabrication russe : 1-15 et 1-16 de chasse, bimoteurs de bombardement Katiouska.

Voici les constatations d'ordre général que le général Armengaud croit pouvoir révéler au grand public. Il est clair qu'il y en a d'autres, notamment sur la valeur des divers personnels navigants, qu'il garde pour lui :

« L'avion de chasse demeure par sa grande vitesse, la puissance de feux de son armement axial, la précision relative de son tir à courte distance, l'adversaire redoutable de l'avion de bombardement (ou d'observation) sensiblement plus volumineux et plus lent. Le tir des avions de bombardement, en dehors du plan axial, est quasi impossible avec les vitesses actuelles des avions et il n'a en tout cas aucune précision. Une vitesse égale à celle de l'avion de chasse ou au moins très voisine, beaucoup de maniabilité, un faible volume, un armement surtout axial, telles sont les conditions de la protection des avions de bombardement contre les armes aériennes et terrestres. Les Savoia-Caproni, les Junkers en font la preuve par leur insuffisante protection ; le Katiouska russe et le Dornier allemand, récemment arrivé, en font au contraire la preuve positive.

D'autre part, on n'est pas certain *a priori*, — les bombardiers allemands, italiens et français en témoignent, — d'avoir un avion de bombardement presque aussi rapide que le meilleur avion de chasse d'en face. Comme, dans ce cas, le bombardier réclame l'appui du chasseur ami, il faut concevoir ces deux avions comme complémentaires dans l'offensive. *Cette nécessité avait été longtemps perdue de vue chez nous* [2].

La protection contre les armes terrestres apparaît de plus en plus impérative. Les canons contre avions ont abattu un nombre élevé de machines, et les petits canons automatiques interdisent pratiquement le ciel, jusqu'à une moyenne altitude, dans la limite de leur zone d'action. »

Il a été possible, d'autre part, de déterminer les possibilités d'action de l'aviation dans l'ensemble d'une grande bataille. Sous ce rapport, la guerre d'Espagne a présenté des faits nouveaux.

« L'aviation nationaliste a joué un rôle capital dans la lutte contre des bateaux de guerre mal protégés et dans l'établissement d'une libre communication entre le Maroc et l'Espagne.

Elle a donné l'exemple d'une intervention contre un corps de débarquement. Le commandement de Barcelone décidait, en août 1936, de reprendre l'île de Majorque que défendait une garnison nationaliste très réduite ; il y consacrait un corps de 8.000 hommes bien armés, mais comprenant peu ou pas d'aviation de chasse et d'artillerie anti-aérienne. Le débarquement s'opérait aisément. Toutes les résistances terrestres étaient bousculées. Le succès semblait acquis, lorsque l'aviation nationaliste, intervenant en force, infligeait au corps de débarquement un véritable désastre et l'obligeait à une retraite précipitée. »

Ces deux faits furent à l'avantage des nationalistes. On peut citer encore l'action de leur aviation dans l'attaque de Biscaye, que vient de prolonger et de couronner la prise de Santander, à la suite de Bilbao. Cette action aurait été foudroyante, notamment pour la rupture de la ceinture de fer de Bilbao, insuffisamment défendue par l'aviation gouvernementale.

Par contre, sur le front de Madrid, où les gouvernementaux semblent avoir concentré leurs principaux moyens de défense, dans un but de prestige facile à comprendre, ils ont obtenu, dans le domaine de l'aviation, des résultats non négligeables. C'est ainsi que leurs appareils sont intervenus, avec plein succès contre une attaque massive de chars et ont ainsi joué un rôle éminent dans la contre-attaque de Guadalajara, qui a sauvé Madrid de l'investissement.

C'est également sur ce front de Madrid, où la défense antiaérienne est sérieuse, où les deux aviations sont sensiblement de même force, que l'on a pu voir ce dont l'aviation serait capable dans le développement d'une grande bataille terrestre.

« Tandis que les Allemands préparent leur aviation à l'intervention massive dans la bataille terrestre, dans d'autres pays, dont le nôtre, l'opinion prévalait que la puissance des feux terrestres interdirait désormais à l'aviation cette intervention. »

Il semble que les faits aient donné à la thèse allemande un appoint décisif et prouvé que les groupements d'avions, par centaines, répétant plusieurs fois dans la journée les opérations, peuvent influencer gravement le développement de la bataille.

Mais, en temps de guerre, les opérations ne se limitent plus aux troupes belligérantes. Les attaques menées contre l'intérieur d'un pays prennent prétexte, malgré leur barbarie, soit de l'effet moral à atteindre, soit de représailles à exercer. L'Europe entière s'est émue des destructions de Guernica et de Durango. Les deux bases aériennes nationalistes de Majorque et d'Ibiza suffisent à tenir sous la menace toute la côte aux mains des gouvernementaux, de Malaga à Cerbère. Le gouvernement de Valence a manifesté la crainte que lui causent les avions nationalistes, dans ce communiqué significatif :

« Le nombre des civils basques, victimes des bombardements aériens, dans le mois d'avril (1937), a été de 4.419 tués... Quantité de villes, éloignées pourtant du théâtre des opérations, sont victimes d'implacables agressions aériennes. Il n'est pas possible de les défendre avec des canons et des mitrailleuses. Devant l'arme terrible qu'est l'aviation, il n'y a qu'un recours : l'aviation, c'est-à-dire la terreur contre la terreur. »

Notons toutefois que tous les centres importants, suffisamment défendus par armes terrestres, se sont révélés à peu près à l'abri des attaques aériennes, par exemple Burgos et Salamanque dans le camp nationaliste, Madrid et Valence dans le camp gouvernemental. Les avions, obligés de se tenir hors

[2] C'est nous encore qui soulignons.

de portée des canons antiaériens, se dérobent ou effectuent leurs bombardements à une telle attitude qu'ils sont pratiquement sans précision ni efficacité.

« Il apparaît qu'on se protège bien à la longue contre les bombardements. On a construit de nombreux abris un peu partout dans les grandes villes ; les habitants travaillent ou campent tout autour et, au premier appel des sirènes, ils rentrent sous terre et se mettent hors de danger. D'ailleurs, la protection est donnée aussi dans les villes par les constructions souterraines et par la très grande disproportion qui existe entre le nombre des avions de bombardement assaillants et l'étendue d'un objectif comme Madrid par exemple. Il n'est pas plus possible aujourd'hui à l'aviation qu'à l'artillerie d'avoir sur une grande ville des effets matériels véritablement terrifiants. »

De tout cela, il résulte que la paix, pour un grand peuple résolu à se défendre, tiendra surtout à la qualité de son aviation. Les machines venues d'U. R. S. S. se sont révélées supérieures à celles d'Allemagne et d'Italie. C'est ce qui a permis à l'aviation gouvernementale de se défendre contre une supériorité numérique certaine. Mais cette supériorité numérique de l'aviation nationaliste a eu pourtant cet avantage de conserver à Franco l'initiative sur tous les fronts. L'aviation gouvernementale n'a pas été à même de détruire les bases des îles Baléares qui tiennent, on l'a dit, toute la côte sous la menace de leurs attaques.

« Mais il se trouve, et ce n'est pas un effet du hasard, que la supériorité de qualité des machines appartient à un pays qui a une très grande et très active capacité de production aéronautique. Un tel pays [la Russie] a de grandes chances de n'être pas surpassé et même de dépasser les autres, à un moment donné, dans le domaine de la qualité aussi bien que de la quantité. Il y a, au centre de l'Europe, un autre pays [l'Allemagne] dont ladite capacité est énorme ; de ses usines sortent actuellement en série des avions au moins équivalents aux avions russes d'Espagne.

Devant ces constatations, *ne disons pas trop vite*, en France, que nous aurons, au jour d'une guerre, *la première ou la seconde aviation de l'Europe*. Considérons sérieusement la puissance de notre industrie aéronautique et l'état de nos finances d'où dépend avant tout la force d'une aviation nationale... [1] »

Et voici les dernières lignes de l'article que nous avons résumé ; on remarquera le ton volontairement énigmatique :

« Revenant à la guerre d'Espagne, observons d'une part que des unités d'aviation de pays même fort éloignés sont venues se battre en Espagne, venant, malgré les barrages, par bateau ou en un seul vol, depuis l'Europe centrale ; d'autre part, que les chefs des gouvernements et des armées qui se battent voient dans une supériorité aérienne affirmée des auspices résolument favorables au sort de leurs armes. Au jour du danger, nous ne serons donc jamais trop forts dans les airs contre un agresseur aussi bien à l'Est ou au Centre qu'à l'Ouest de l'Europe.

Pour la paix de l'Europe, souhaitons que d'abord soit recherché et obtenu à tout prix, entre les Puissances ou les axes qui menacent de s'opposer, l'équilibre des forces, plus exactement des valeurs aériennes. De ces valeurs il y a aujourd'hui une Bourse ; elle siège à Londres. »

[1] C'est nous qui avons souligné. On n'a pas besoin d'insister ici sur la gravité de cet avertissement d'un technicien comme le général Armengaud.

IV

Dans leur admirable Lettre les évêques espagnols écrivent :

« ...Puisque Dieu a permis que notre pays fût un champ d'expérience pour les idées et les systèmes qui aspirent à conquérir le monde, nous voudrions que le dommage restât limité à notre pays et que les autres nations échapassent à la ruine. »

Ils soulignent de la sorte l'importance universelle du conflit sanglant qui dévaste leur grande patrie.

Nous venons de voir que, très probablement, l'Europe a échappé, — provisoirement du moins, car il faut être modeste dans de telles affirmations, — à une guerre générale, à cause des constatations des techniciens en Espagne. Le fait que la guerre est si longue, — si attristant qu'il soit, — fait réfléchir ceux qui songeraient à troubler la paix entre les grands peuples. Car cette longueur de la guerre espagnole implique la puissance de la défensive, après les pires revers des premières semaines. Et cela implique aussi la possibilité pour les puissances les plus éloignées d'apporter leur concours à la nation menacée. Il y a là de quoi faire hésiter un agresseur éventuel. D'autre part, on l'a dit, les questions de matériels préoccupent les spécialistes ; il y a eu des mécomptes pour certains des belligérants indirects. Enfin les ravages, les destructions, les horreurs de cette guerre, ne devraient-ils pas provoquer des répulsions, des remords, des sursauts d'humanité, jusque chez les bellicistes les plus aveugles et les plus barbares ?

Mais cela n'épuise pas les conséquences de la guerre civile espagnole. Pendant que l'Europe, à demi engagée dans ce drame affreux, se trouve momentanément empêchée ou distraite, à l'autre bout du monde un conflit non moins sanglant vient de se déclencher. A première vue, il semble n'avoir rien de commun avec la tragédie d'Espagne. En réalité, il en découle directement. C'est ce que Jacques Doriot, l'ex-député-maire de St-Denis, et le créateur du Parti Populaire français et du Front de la Liberté, essaie de faire comprendre dans un vigoureux article de la *Revue de Paris*, du 15 août :

« Pendant que les pays européens, écrit-il, se penchent sur le sort tragique de l'Espagne, des événements d'une importance considérable se déroulent en Extrême-Orient. Le Japon écrit une page d'histoire qui risque de déterminer l'évolution du monde. Et nous, pauvres Européens, vivant à l'étroit sur nos territoires, nous laissons passer cet événement presque dans l'indifférence.

La prise de Pékin par les Japonais a une importance plus décisive, pour le sort de l'humanité, que n'importe quel incident actuel en Europe. On n'a pas assez remarqué, depuis la guerre, que le Pacifique avait peu à peu supplanté l'Atlantique. Le centre de gravité du monde s'est déplacé de l'Occident vers l'Orient. Le volume et la valeur des échanges sur le Pacifique sont supérieurs à ceux de l'Atlantique. La politique asiatique intéresse des centaines de millions d'hommes, alors que nos conflits européens mettent aux prises des Etats qui ne comptent que par dizaines de millions. »

Notons ici au passage que l'Europe n'est pas pour autant acculée à une démission totale. Mais ceux qui ne voulaient voir que les intérêts terrestres, que les graphiques de production, les totaux impression-

nants des importations et exportations, les bilans des grandes banques, doivent être bien humiliés. Il se passe pour l'Europe ce qui s'est passé à maintes reprises au cours des siècles. Le centre des intérêts se déplace : la civilisation grecque voit grandir, à ses côtés, puis à son détriment, la force romaine, qui la pille et la supplante. Mais elle a sa revanche, puisque Rome lui emprunte tout le suc de son humanisme : *Græcia capta ferum victorem cepit...*

Il en sera peut-être demain de l'Europe comme du monde hellénistique. Elle sera supplantée dans le domaine matériel, tout en gardant sa valeur immortelle comme centre d'idées. Peut-être un jour viendra où le christianisme romain sera la suprême gloire et la suprême puissance d'action mondiale de l'Europe vieillie et dépassée.

Mais revenons à l'article de Doriot. Il insiste sur la grandeur de l'échelle où se déroulent les événements d'Asie.

« Ce que l'Européen ne comprend pas, dit-il, c'est que les problèmes asiatiques se mesurent à une autre échelle que les problèmes européens. Les problèmes du Pacifique et de l'Asie intéressent les plus puissants pays du monde : le Japon, la Chine, l'U. R. S. S., les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France. Le coup de canon qu'on tire à Pékin n'a pas plus de force destructrice que celui qu'on tire à Madrid. Son importance historique est beaucoup plus considérable. Car c'est en Asie que se décide le sort futur du monde entier. Si un Etat réussissait à dominer l'Asie et le Pacifique, il serait le maître du monde. Il y a un demi-siècle, le péril jaune paraissait une vue fantaisiste de l'esprit. Le problème prend aujourd'hui une acuité singulière avec l'expansion japonaise. »

Ce que ne dit pas M. Doriot, c'est qu'une sorte de justice immanente frappe, en cette conjoncture, la puissance européenne qui a, en Asie, les intérêts économiques et idéologiques les plus considérables. S'il est vrai, comme nous l'avons dit ci-dessus, que c'est la Russie soviétique qui est principale responsable de la guerre d'Espagne, c'est aussi elle qui en est le plus durement punie. Non seulement elle n'aura pas réussi en sa criminelle entreprise, dans la péninsule européenne du sud-ouest, mais elle aura, en s'immobilisant dans cette folle aventure, donné à son plus mortel rival, le Japon, l'occasion de prendre sur elle des avantages qu'elle ne pourra peut-être jamais annuler !

Cela était pourtant facile à prévoir. L'attentat contre l'Espagne dénote chez les dirigeants soviétiques un rare aveuglement. Comment n'ont-ils pas vu le péril qui les menaçait ? Quelle cécité, chez ces orgueilleux conducteurs de peuples ! Quel exemple mémorable d'égarement et d'absurdité ! Qui donc pouvait ignorer les ambitions du Japon ? Qui, moins que la Russie ?

« Le Japon, écrit Doriot, se présente aux peuples d'Asie comme leur guide, leur libérateur, beaucoup plus que leur colonisateur. Il voudrait apparaître à leurs yeux comme le frère aîné qui a su s'émanciper. Ces théories, nées dans des îles trop étroites pour contenir un peuple extrêmement prolifique, entraînent le désir et le besoin d'expansion. Elles n'en forment pas moins l'idée essentielle, l'idéal des Japonais de toutes les classes. L'attachement du Japonais à son empereur est fait pour une grande part de ce que le mikado représente non seulement toutes les traditions japonaises, mais aussi la grande mission d'avenir du Japon. »

Cette mission d'avenir, un penseur japonais l'a définie : hégémonie sur la Chine, puis sur l'Asie, enfin sur le monde. Il y a là du travail pour des siècles.

Mais l'avalanche qui commence par un léger ébranlement sur les hauteurs, grossit en avançant et précipite toujours davantage sa vitesse de chute et de destruction.

Le Japon a commencé en 1876 son expansion extérieure. Il l'a commencée petitement. Rome avait d'abord conquis le Latium, puis l'Italie, enfin le monde méditerranéen. Le Japon a débuté par quelques droits sur la Corée, Formose, les Pescadores. La guerre de 1904-1905 contre la Russie tsariste révéla sa force neuve, le classa au nombre des grandes Puissances, lui donna pied définitivement sur le continent asiatique, et lui révéla à la fois l'impuissance et la rouerie des diplomates européens.

Il profita de la Grande Guerre pour occuper les positions allemandes de Chantoung, que l'accord des Puissances l'obligea à abandonner, à regret, en 1921, par le traité de Washington. Ce recul prudent n'était que temporaire :

« Devant des forces supérieures en nombre, le Japon recula, pour un moment seulement. Avec une maîtrise extraordinaire, il attendit son heure. Les difficultés européennes et l'impuissance de la Société des Nations à éteindre un petit conflit sud-américain lui montrèrent que l'heure était venue d'agir pour réaliser son rêve. Il décida de chasser les Chinois de la Mandchourie. Sous une forme originale, la création du Mandchoukouo équivaut, en fait, à une annexion. Il s'assura aussi un avantage considérable sur l'U. R. S. S., par le rachat du réseau de l'Est chinois. Par les mêmes procédés diplomatiques, il est devenu maître du Jehol. Presque sans résistance, il réussit sa marche vers le Sud, en englobant sous son drapeau des territoires immenses et comprenant des dizaines de millions d'habitants. En quelques années, le Japon s'est taillé un empire qui le place au second rang des peuples coloniaux. La France est passée au troisième rang des puissances coloniales : elle s'en est à peine rendu compte. »

La guerre actuelle entre le Japon et la Chine n'est qu'un chapitre de la même histoire, un chapitre lié aux précédents par une logique impérieuse et visible.

Cette fois, il s'agit d'avaler un morceau d'importance, de s'emparer définitivement de Pékin, d'organiser cette nouvelle conquête et, en quelque sorte, de la digérer, avant d'entreprendre davantage. La guerre actuelle ajoutera probablement au Japon quelques millions de Chinois et quelques milliers de kilomètres carrés de territoires. Ce ne sera qu'une étape dans la marche en avant d'une race entreprenante et résolue. Mais une étape d'importance.

« Le plus remarquable, dans cette conquête, observe fort justement M. Doriot, c'est la maîtrise et le sens de l'opportunité des Japonais. Pour réussir leur coup d'audace, les Nippons devaient s'assurer de l'incapacité de l'Europe à intervenir, de l'impuissance de l'U. R. S. S. à réagir, de l'isolement forcé des Etats-Unis. L'Europe est en Espagne. L'U. R. S. S. s'occupait de Toukhatchevski. Roosevelt secouait la Cour suprême. Le Japon en a profité pour agir. »

Mais son grand adversaire était la Russie.

Sur ce point, nous pouvons nous en remettre à Jacques Doriot. Nul mieux que lui n'a connu Lénine, le grand prophète du bolchévisme. Nul n'est

mieux entré dans le secret de la politique russe de ces vingt dernières années. Du reste, il parle de ces choses sans acrimonie, avec impartialité et sérénité.

« Le pays de Staline, écrit-il, a ses principaux intérêts en Asie. Lénine était le grand doctrinaire de l'alliance du milliard et demi d'hommes des pays coloniaux et semi-coloniaux avec les minorités prolétariennes des pays capitalistes [1]. Au nom de l'idéal et de la tactique révolutionnaires, Lénine était un grand asiate. Aucun des problèmes de la Chine et des Indes ne lui échappait. Son idée était de dresser la masse des Hindous et des Chinois contre l'Angleterre et le monde capitaliste. Grâce à cette réserve révolutionnaire, aucune puissance du monde ne lui aurait résisté. *Après avoir embrasé l'Asie, il aurait pu enflammer le monde* [2]. Son pan-asiatisme révolutionnaire ne le cédait en rien à celui des Japonais.

Son successeur, Staline, a peut-être révisé certaines données de Lénine ; il n'en est pas moins resté un grand asiatique. Ce qu'il ne cherche pas à posséder au nom de la révolution mondiale, il veut néanmoins le dominer au nom de l'intérêt national russe. Entre l'idéalisme révolutionnaire de Lénine et l'impérialisme rouge de Staline [3], il y a un point de contact certain en ce qui concerne la pénétration en Asie. La Mongolie extérieure est devenue, par la fiction d'un protectorat — établi sous les apparences d'un pacte d'assistance mutuelle, — une véritable colonie soviétique. Le Turkestan chinois a subi le même sort, grâce à une insidieuse pénétration soviétique. Le Tibet lui-même aurait succombé, sans la présence opportune des agents de l'Intelligence Service [4] auprès du Grand Lama. Dans le sud de la Chine, les Soviets chinois, qui ont englobé jusqu'à 80 millions d'habitants, attestent l'effort persistant de Staline et de ses agents dans ce pays. L'U. R. S. S., comme le Japon et pour des raisons identiques, est devenue grande conquérante de territoires chinois. Comme le Japon, elle s'est approprié des territoires immenses. »

Nous ouvrirons ici une parenthèse pour remarquer combien, quand on réfléchit à tout cela, on doit s'étonner davantage de l'erreur formidable de la Russie rouge, quand elle a soulevé le conflit espagnol. Elle a voulu courir deux lièvres à la fois. Elle a manqué de cette prudence, de cette patience adroite, de ce sens de l'opportunité qui distinguent le Japon. Dans la partie énorme qui se jouait entre elle et ce dernier pays, elle a commis la plus effroyable des maladresses. C'est le cas de redire : *Quos vult perdere Jupiter dementat !*

Il y a bien des chances pour que le Japon gagne, dans cette guerre, de gros avantages sur sa rivale. Apprêtons-nous donc à modifier nos connaissances de géographie politique. Déjà, de gros changements, presque inaperçus de la plupart d'entre nous, se sont produits depuis dix ans dans ce domaine :

« L'avance parallèle du Japon et de l'U. R. S. S. a profondément modifié la géographie de la Chine et le rapport des forces entre les deux puissances. On affirmait communément que l'U. R. S. S. et le Japon étaient séparés par le détroit de Corée et la mer du Japon. C'était vrai, il y a encore dix ans. Mais aujourd'hui, le Japon et l'U. R. S. S. sont en contact permanent sur une ligne qui va de la Mandchourie à Vladivostok, c'est-à-dire sur des milliers de kilomètres. Ils se retrouvent en plein désert de Gobi, aux frontières de la Mongolie extérieure. Le Japon est devenu une puissance continentale qui contrôle une grande partie des frontières de l'U. R. S. S. Par son expansion, il a réussi à réduire les voies d'entrée de l'U. R. S. S. en Chine. Jadis elle pouvait se servir de l'Est-Chinois : celui-ci est passé aux mains des Japonais. Il lui restait la voie Ourga-Kalgan-Pékin : Pékin est passé aux Japonais. La voie maritime est contrôlée par le Japon. La prise de Pékin est un coup aussi dur pour les liaisons soviétiques que pour le prestige de la Chine. Il ne reste plus à l'U. R. S. S. que quelques pistes, qui traversent les déserts du centre de l'Asie, pour venir à l'aide de Nankin ou de ses amis du sud. Il est évident que les Japonais veulent couper toutes possibilités de liaison entre l'U. R. S. S. et la Chine. »

Le gouvernement de Nankin a fait tout de même appel à la Russie, tout de suite. Les journaux ont parlé d'un « pacte de non-agression » qui est le camouflage d'un pacte d'alliance entre Nankin et Moscou. Mais tout ce que la Russie a pu faire jusqu'ici, c'est de transporter le théâtre du conflit de Pékin, où les Japonais voulaient faire leur campagne, à Shanghaï, où les puissances européennes et les Etats-Unis ont de si graves intérêts qu'il y a des chances de les entraîner dans la lutte aux côtés de la Chine, ou du moins de les grouper contre les appétits nippons.

Jusqu'ici, c'est surtout la faiblesse russe qui saute aux yeux :

« Quand elle ne fusillait pas ses maréchaux, dit Doriot, l'U. R. S. S. surveillait de près l'expansion japonaise. Staline avait déclaré qu'il ne tolérerait pas l'installation des Japonais le long des frontières mongoles. Il avait même déclaré qu'on ne tolérerait pas davantage le partage de la Chine. Or, sur l'Amour, les Soviets viennent d'évacuer sans bruit des territoires de souveraineté contestée et mal définie. Actuellement, ils assistent impuissants à l'offensive japonaise. C'est que le moral chez eux est atteint et que la crise de leur régime et de leur armée est plus profonde qu'on ne le croit généralement. La carence de l'U. R. S. S., attaquée dans ses intérêts vitaux, devrait faire réfléchir beaucoup de partisans du pacte franco-soviétique. Dans le conflit russo-nippon pour la domination de l'Asie, c'est le Japon qui marque un point décisif. »

Mais que devient la Chine, dans ce formidable conflit ?

C'est ce que va nous dire M. Louis Dumas, qui a consacré un bel article des *Etudes* (nº du 5-20 août) à analyser *l'Evolution de la Chine de 1927 à 1937*.

V

A vrai dire, cet article avait été rédigé avant l'éclatement du dernier conflit. Mais il met bien au point la situation de l'immense empire chinois à la veille de la guerre actuelle, et permet de se faire une idée des possibilités de résistance de ce vaste pays.

Remontons à la chute du régime impérial en 1911. La République a été proclamée. La Chine se décompose. Elle va consacrer tous ses efforts à reconstituer son unité rompue. Jusqu'ici, on distingue, en gros, deux périodes dans cet effort. De 1911 à 1927,

[1] On remarquera l'ampleur démoniaque de ce dessein : grouper tous les « inférieurs » contre tous les « supérieurs » dans l'espèce humaine.

[2] C'est nous qui soulignons. Le plan de Lénine n'était pas moins vaste que celui du japonais Tanaka : la Chine, puis l'Asie, puis le monde ! C'est du reste ce que Doriot note immédiatement.

[3] A noter ces expressions nuancées : Lénine était un prophète de la révolution, Staline en est l'exploiteur : le Machiavelli du bolchévisme.

[4] Service des renseignements anglais.

l'histoire de la Chine n'est qu'une suite de guerres civiles. C'est alors que naissent simultanément les vastes appétits russes et japonais. La Chine apparaît comme une proie énorme, un empire en déshérence, où chacun des deux compétiteurs espère pouvoir se tailler sa part, la plus grosse possible, et évincer le concurrent.

« C'est le règne absolu de ceux qu'on nomme là-bas les grands « Seigneurs de la guerre ». Leurs luttes continuelles forment un imbroglio qu'il est impossible d'éclaircir en quelques lignes. On se rappelle néanmoins les noms des trois plus fameux qui se disputèrent Pékin : Ou-peï-fou, Fong-yu-siang et Tchang-tso-lin. A Canton, même instabilité : le docteur Sun-ya-tsen, doctrinaire et chef du Parti Nationaliste (le Kouo-ming-tang), tantôt occupe la première place, tantôt est renvoyé en exil.

Il fallut le grand mouvement étudiant favorable aux doctrines du Kouo-ming-tang, et surtout l'aide soviétique pour sortir de ce gâchis inexprimable. Borodine [1] arrive à Canton en 1923 et le docteur Sun meurt en 1925. Le général Tchang-kaï-che devient chef militaire du parti et, en août 1926, commence sa marche sur Pékin. »

A partir de ce moment, c'est lui qui occupe la première place. Il écarte peu à peu tous les autres « Seigneurs de guerre ». Il travaille à unifier la Chine. Imbu d'un nationalisme vigoureux, il saisit la première occasion venue pour se séparer des communistes, pour répudier le concours trop intéressé des Soviets, pour proclamer le bolchévisme ennemi majeur de la nation.

Comment a-t-il opéré ? N'oublions pas que nous sommes en Orient et même en Extrême-Orient.

« Nous parlons d'action militaire, écrit M. Louis Dumas. Mais il ne faudrait pas s'imaginer que la lutte du gouvernement de Nankin contre les communistes de telle ou telle province en révolte ait été semblable à la guerre civile d'Espagne par exemple. Les journaux parleront de combats acharnés... Mais il faut traduire. Nous autres, Européens, pensons tout de suite à des champs de bataille couverts de cadavres. Ils ont existé, mais exceptionnellement. Les armées en présence sont beaucoup moins bien outillées que chez nous. Leur armement comporte fusils et mitrailleuses; quelques rares pièces d'artillerie légère et quelques avions du côté du gouvernement ; ni artillerie lourde, ni artillerie de campagne proprement dite, ni chars. Et puis le service militaire n'existe pas et les soldats sont à gages. Enfin, au début de la période que nous étudions, l'idée d'une nation chinoise est chose inconnue et les troupes passeront facilement d'un camp à un autre. »

L'action de Tchang-kaï-che fut heureusement secondée par la propagande nationaliste, dont les étudiants d'Université étaient les promoteurs les plus ardents. Ce sont eux qui ont alors propagé l'idée d'unité nationale, préparé les défections qui ont annulé les pouvoirs des généraux dissidents, répandu partout le prestige du Kouo-ming-tang. L'action militaire ne faisait que suivre cette action plus insidieuse, plus sourde, plus efficace. Et par ailleurs, le « dollar » faisait plus de travail que les mitrailleuses. C'était lui qui désarmait les grands chefs disposés à se vendre. Les Chinois préfèrent d'instinct la diplomatie à la violence.

[1] C'est l'envoyé des Soviets, chargé de gagner au communisme la Chine du sud. Lénine espérait ainsi conquérir tout l'Empire du milieu.

C'est en se rappelant tout cela qu'il faut passer en revue les événements de ces dix dernières années.

Aussitôt après les massacres de Nankin, en mars 1927, le Kouo-ming-tang se scinde en deux fractions : conservateurs contre radicaux. Tchang-kaï-che est le chef des premiers. La preuve est faite des ambitions soviétiques sur la Chine. Sa position en est puissamment renforcée. Les communistes sont chassés. La marche sur Pékin commence. C'est Tchang-tso-lin qui occupe cette ville. Le général « chrétien » Fong-yu-siang est maître du Shansi, tandis que Yen-si-chan, le « gouverneur modèle », reste neutre au Shansi et Ou-peï-fou vit retiré sur le Yang-tsé. Tchang-kaï-che profite habilement des inimitiés qui séparent ces grands chefs, il fait alliance avec Fong-yu-siang et Yen-si-chan et réussit à chasser Tchang-tso-lin de Pékin. Ce dernier s'enfuit le 2 juin 1928 et une bombe fait sauter son train au passage de la Grande-Muraille.

Malgré cela, l'unification de la Chine était loin d'être achevée. Nankin, à l'automne de 1928, contrôlait effectivement cinq provinces seulement, dont quatre envoyaient des rapports financiers dignes de confiance et deux seulement fournissaient des fonds au gouvernement central.

Les années 1929-1931 furent très agitées : retour offensif des généraux évincés, divisions parmi les chefs sudistes, opposition entre Canton (communiste) et Nankin (conservateur).

En décembre 1931, Tchang-kaï-che, par une feinte adroite, quittait la présidence du gouvernement central pour devenir généralissime des armées anticommunistes. Il y avait un peu partout, en Chine, des îlots communistes fondés par des étudiants chinois formés dans les Universités russes, et groupant surtout des paysans (non des ouvriers, comme chez nous). Ces communistes, renforcés de bandits à gages, pillaient, détruisaient les églises et les missions, massacraient les missionnaires et les emmenaient en captivité pour en tirer rançon. Ce fut contre eux que Tchang-kaï-che fit campagne.

Sa tactique fut très originale : peu de combats, une avance prudente, un refoulement lent et calculé des bandes communistes non détruites sur les provinces dissidentes. Résultat : les gouverneurs de ces provinces, non rattachées à Nankin, se sentant trop faibles pour se débarrasser des bandes communistes, demandaient secours à Nankin, qui acceptait de venir à leur aide, à la condition que les postes officiels fussent confiés à des hommes sûrs.

Ce système produisit des fruits. La révolte de Tchang-sué-liang, fils de Tchang-tso-lin, en décembre dernier, révolte étouffée à coups de dollars, on s'en souvient, semble avoir été le dernier épisode de cette lutte anticommuniste.

« Désormais, s'il y a chez certains hommes politiques des tendances communistes, il n'y a plus, à proprement parler, d'armée communiste en Chine, et c'est un grand pas fait vers l'unification du pays... En 1935-1936, Nankin était arrivé à se faire reconnaître par l'ensemble des provinces et l'on pouvait espérer que l'unification allait s'achever, si deux graves problèmes encore ne restaient à résoudre : la question japonaise au Nord et la tendance séparatiste au Sud. »

Nous connaissons les ambitions du Japon. Il faut en voir maintenant le contre-coup. Ce sont ces ambitions trop visibles qui ont, pour une grande part,

créé le mouvement nationaliste en Chine. Le Japon a fait l'unité d'opinion contre lui. L'art des nationalistes chinois consiste à utiliser contre le Japon la rivalité russe, sans, pour cela, s'inféoder à la Russie. Mais la situation est assez délicate pour Nankin.

« Le général Tchang-kaï-che, qui connaît mieux que personne les forces dont la Chine dispose, sait que, maintenant encore, ce serait une folie que d'engager une guerre véritable contre son redoutable voisin. Il se trouve pris entre cette nécessité de concéder à l'adversaire quelque chose — le moins possible — de ce qu'il exige, et la pression de l'élément intransigeant qui réclame une rupture immédiate et crie sans cesse à la trahison. Ce nationalisme mal placé est le prétexte tout trouvé pour les mécontents que la « dictature » du général Tchang inquiète. »

C'est notamment ce que les séparatistes de Canton lui reprochent constamment. La veuve de Sun-yatsen, son disciple préféré Hou-han-min, sont les chefs de l'opposition cantonaise. Mais ce dernier meurt au début de 1936. Tchang-kaï-che en profite aussitôt pour supprimer l'opposition. De fait, depuis juillet 1936, les provinces du Sud qui obéissaient à Canton se trouvent unies à Nankin. A ce moment, on peut dire que l'unification est faite. Il ne reste plus que la question japonaise, mais elle est de plus en plus grave.

Parallèlement à cette unification militaire et politique, Nankin a eu la sagesse d'entreprendre l'unification intellectuelle et sociale, en organisant l'enseignement, en s'adressant à la jeunesse des écoles, en créant de nouveaux moyens de communication, des routes, des chemins de fer par des moyens qui étonneraient fort les Européens.

« En fait, depuis dix ans, le réseau routier, surtout au sud du Yang-tsé, s'est considérablement développé. On est très loin du temps où le Shanghaïen avait le choix, pour sa promenade dominicale, entre le port de Woosung (15 kilomètres) et le village de Minghong (20 kil.) [1]. A la fin de 1936, on comptait 109.749 kil. de routes ouvertes à la circulation, contre 96.435 à la fin de 1935 ; 16.165 kil. étaient en construction et 49.979 en projet pour un avenir très prochain. La première liaison aérienne date de 1931. Actuellement, il existe quatorze lignes correspondant à 17.800 kil. De Shanghaï ou de Nankin, le voyageur peut atteindre le Yun-nan en une journée : le voyage représentait autrefois plus de vingt jours. »

Mais tout cela n'est encore que l'extérieur. Il s'agissait de changer surtout la mentalité chinoise : problème d'éducation.

Or, là aussi un changement à vue s'est produit. Autour de 1905, les jeunes Chinois, éveillés à de vastes ambitions pour leur patrie par le triomphe éclatant du Japon, partaient pour l'Europe ou pour le Japon, afin d'y suivre des cours universitaires. Ils sont revenus en Chine, munis de diplômes, qui leur conféraient un prestige, qui eût été incroyable partout ailleurs qu'au pays du mandarinat. Mais on s'aperçut bien vite que ces intellectuels, tous avides de sauver leur patrie, préconisaient trop souvent des moyens dangereux ou trop discordants. Il a fallu mettre de l'ordre dans le clan des intellectuels.

« L'enseignement en Chine s'est développé à une vitesse déconcertante : plus de cinquante Universités en un quart de siècle ! Des écoles secondaires, des écoles techniques et des écoles d'agriculture se sont fondées un peu partout et la multiplication des écoles primaires fait que l'instruction a cessé d'être réservée, comme autrefois, à un petit clan privilégié et s'ouvre à tous. Le danger d'une croissance si rapide n'a pas besoin d'être souligné : aussi le gouvernement a-t-il voulu garder le contrôle de toutes les institutions d'enseignement. Toute une série de règlements fut mise au point et toutes les écoles, publiques et privées, durent s'y soumettre sous peine de n'être pas officiellement « reconnues ». Nankin se réservait une surveillance exercée par des inspecteurs à lui, afin de s'assurer que l'éducation était bien conforme aux principes du Parti et ne nuirait pas à l'unité. »

Les missionnaires hésitèrent au début, craignant cette emprise dangereuse. Puis ils prirent le parti de se soumettre à cette législation tâtillonne. Bien leur en a pris. Le gouvernement s'est montré impartial et juste. Les deux grandes Universités catholiques, celle de Pékin et celle de l'Aurore à Shanghaï, ainsi que l'Ecole des Hautes Etudes à Tien-Tsin, ont reçu plus d'une fois des félicitations officielles pour leur admirable organisation. Ces Universités ont servi à déverser dans la haute société chinoise quantité de catholiques ou au moins d'hommes qui ont approché le catholicisme et sont capables de sympathiser avec lui. « Il y a là une influence réciproque du catholicisme sur les élites et de celles-ci sur l'effort missionnaire qui est peut-être le point le plus riche d'espoir pour l'avenir du catholicisme en Chine. »

D'autre part, des efforts se poursuivent pour unifier la langue parmi les Chinois, et aussi pour unifier les mœurs. La réaction absurde lancée, il y a trente ans, contre toutes les traditions ancestrales, par les intellectuels exaltés, a fait place à une compréhension plus juste du caractère national. Tchang-kaï-che a propagé ce qu'on appelle « *la Vie nouvelle* ».

« On garde des coutumes ancestrales tout ce qu'il y a de bon, ces vertus admirables des Chinois de tous les âges et que l'on s'étonne malgré soi de retrouver aujourd'hui encore dans la population paysanne de la Chine. » Et l'on y ajoute des préceptes utiles de propreté, d'hygiène, la lutte contre l'infanticide, cette plaie du passé. On ne doit pas se figurer que le travail de réforme est d'ores et déjà terminé : il y faudra sans doute des dizaines, peut-être une centaine d'années. Mais « vraiment la Chine se transforme et elle le fait à un rythme extrêmement rapide. »

Cela ne veut pas dire que les dix dernières années n'ont pas été terribles pour les missionnaires et les missions. A travers les remous de la guerre, ils ont eu affreusement à souffrir ; mais si, il y a dix ans, on devait représenter le Japon comme un grand facteur d'ordre et un rempart indispensable contre le bolchévisme, aujourd'hui on ne peut plus en dire autant, et l'Européen intelligent et croyant devra modifier sa position d'esprit du tout au tout.

Ici nous rejoignons les conclusions de Jacques Doriot dans l'article résumé ci-dessus :

« L'écrasement de la Chine par le Japon n'est pas souhaitable. On peut accepter qu'un peuple comme le peuple japonais ait des droits à l'expansion. On peut considérer qu'ils sont limités dans le temps et dans l'espace. Mais il n'est pas souhaitable, pour la paix et l'équilibre du monde, de laisser se constituer un empire nippon d'un demi-milliard d'habitants. Il couvri-

[1] Ce petit détail nous reporte seulement en 1930.

rait demain le monde entier de ses produits, en attendant de reprendre les raids asiatiques contre l'Europe... Or, il est peut-être encore temps de régler pacifiquement et humainement ce problème considérable. Il existe un traité signé en 1921 à Washington. Il garantissait l'intégrité territoriale de la Chine... Avec les retouches nécessaires, il serait possible de fixer à la Chine les limites raisonnables de son territoire.

Ceci fait, l'Europe pourrait aider cet immense pays à se rééquiper et le mettre en mesure de se défendre à l'occasion contre les tentatives russe ou nipponne. L'équipement de la Chine pourrait apporter un soulagement aux difficultés mondiales et, particulièrement, une solution à quelques graves problèmes européens. Les grandes puissances pourraient y trouver un exutoire à leur vitalité. Le monde écarterait, pour de nombreuses années, la menace d'une guerre internationale dans le Pacifique. Nous écarterions un grave péril pour l'avenir de la race blanche. Notre petite Europe tourmentée pourrait trouver un peu de quiétude dans ce travail pacifique. »

Fort bien dit ! Mais, hélas ! ce ne sont pas toujours les solutions sages qui triomphent sur cette terre !

QUESTIONS
de science ecclésiastique

CONSULTATIONS DIVERSES

Q. — Votre réponse, p 32, au sujet du religieux-prêtre simulant la profession religieuse perpétuelle sans donner son consentement au for interne, ne laisse pas de me troubler un peu. Je suis évidemment très loin d'approuver cette manière de faire son noviciat et les Supérieurs majeurs tolérant cet état de choses me semblent gravement coupables. Par ailleurs, je consens qu'il n'y a peut-être pas dol, à parler strictement, et que par conséquent la décision épiscopale est susceptible d'appel. Mais je serais reconnaissant à l'*Ami* de me donner quelques éclaircissements.

1° Toute censure exige un fait extérieur. Or le fait d'émettre les vœux est bien un fait extérieur. Il est vrai que ce fait extérieur n'est pas mauvais en soi ; ai-je raison de penser que c'est pour cela qu'il n'y a pas dol ?

2° Comment ce prêtre peut-il se croire exempt de faute grave ? N'est-il pas coupable de sacrilège comme celui qui simulerait l'absolution ou la consécration ?

3° Ne peut-on pas assimiler la vocation religieuse à la vocation sacerdotale ? Or ce qui fait la vocation, ce n'est pas le plus ou moins d'enthousiasme pour se présenter à l'appel des supérieurs, mais cet appel lui-même. Voilà un prêtre qui, pendant 22 ans, a été étudié par ses supérieurs ; il est donc bien connu d'eux. Pendant 7 ans il a été examiné, très spécialement, sur ses aptitudes à la vie religieuse. Au bout de ce temps, ses Supérieurs, qui représentent pour lui le Bon Dieu, lui disent : « Vous avez les qualités requises pour être un bon religieux : le voulez-vous ? » Et il accepte de prononcer ses vœux perpétuels. Est-ce que, canoniquement, j'allais dire : socialement, il n'est pas lié par cette démarche extérieure ? Comment les Supérieurs pourraient-ils diriger la communauté s'ils devaient mettre ainsi en question la sincérité de tous leurs sujets ? Et voilà donc un religieux qui peut, sans pécher, manquer à l'obéissance ou à la pauvreté ! Je dis : sans pécher, puisque, s'appuyant sur un Traité de l'état religieux il prétend « n'être pas tenu en conscience aux obligations des vœux ! » Ce brave homme semble avoir une conscience bien élastique, et l'*Ami*, par charité, ne veut pas mettre en doute sa bonne foi.

4° Enfin il n'est pas rare que des âmes scrupuleuses ou peu équilibrées, dans le sacerdoce ou l'état religieux, mettent en doute la sincérité de leur consentement. On doit les rassurer en leur disant... ce que dit le can. 586 § 2. Et cela est parfait si, comme il arrive dans la plupart des cas, l'âme inquiète est décidée, au moment où elle vous expose ses craintes, à vivre en bon prêtre ou en bon religieux. Mais si cette âme, poussée par le démon, cherche ainsi une porte de sortie, il faudrait la laisser *faire* ? On nous disait jadis : « Vous avez été appelé par les Supérieurs légitimes : le Bon Dieu vous donnera les grâces nécessaires. » Je pense qu'il n'y a pas à tenir un autre langage.

Je serais très reconnaissant à l'*Ami* d'éclairer ma pauvre lanterne...

R. — Nous pouvons vous dire, comme à tant d'autres déjà : vous déplacez la question.

On nous demandait : avait-on le droit d'appliquer le can. 2387, à quelqu'un qui a affecté son consentement d'une réserve toute intérieure, lors de l'émission de sa profession religieuse. Nous avons répondu : non, pour trois raisons : *a)* parce que la censure ne peut être appliquée que pour un fait extérieur ; *b)* juridiquement prouvé ; et, *c)* parce qu'en l'espèce le *dolus* doit consister en manœuvres extérieures tendant à déterminer l'admission à la profession, non en une réticence toute mentale.

Une dernière raison interdisait d'infliger la censure. Elle ne pouvait intervenir qu'une fois la profession déclarée nulle. Or une telle déclaration n'avait pas été faite. Au surplus elle n'était pas de la compétence de l'Evêque, mais du St-Siège.

Nous étions consulté comme canoniste. Nous n'avions à nous placer qu'au for externe. C'est ce que nous avons fait.

Aujourd'hui vous transposez la question sur le terrain du for interne, ou plutôt vous passez de l'un à l'autre, sans tenir compte de la frontière qui les sépare. Nous vous prévenons que nous ne sommes pas moraliste. Nous acceptons cependant la discussion.

1° Toute censure, dites-vous, exige un fait extérieur ; mais pas n'importe quel fait extérieur. Il faut un fait délictueux. Ce n'est pas l'émission de la profession religieuse qui peut être punie ; c'est le dol dont elle a pu être infectée volontairement. Et ce dol est punissable au for interne et au for externe.

Au for interne le confesseur, sur simple déclaration du pénitent, pourra user de tous les moyens en son pouvoir. Au for externe, les faits dolosifs doivent être d'abord établis juridiquement, c'est-à-dire prouvés. Si on voulait infliger la censure du can. 2387 au religieux simulateur, c'est par là qu'il fallait commencer. Le pouvait-on ? Nous ne le croyons pas. Le dol dont il avait pu se rendre coupable était impossible à prouver d'une part ; d'autre part il n'entre pas dans la catégorie d'actes visés par le can. 2387.

2° Quelle était la situation de conscience du religieux simulateur ? Nous voilà au for interne. Il nous paraît certain qu'il ait commis une faute

grave d'irrévérence envers une chose sainte telle que la profession religieuse. Tout au plus, peut on atténuer la gravité de la faute par cette considération que le religieux croyait pouvoir suivre l'opinion professée dans un *Traité des vœux de religion.*

Mais combien de fautes graves, et même très graves, demeurent elles sans pouvoir être punies par les censures ?

Par ailleurs, ne poussez pas trop loin l'assimilation entre la Profession religieuse et l'Ordination sacerdotale. La première n'est tout de même pas un sacrement, et elle n'imprime pas, par elle-même, un caractère ineffaçable !

3° Quel compte tenir du *defectus internus ?* C'est affaire d'espèces. Il faut voir dans chaque cas s'il s'agit d'un scrupule plus ou moins vague, ou d'un vrai *defectus.* Mais si le *defectus* est sérieux, et s'il persiste, le can. 586 § 2 ne prévoit pas du tout qu'on doive dire toujours et simplement au religieux troublé : votre Supérieur vous a appelé, le Bon Dieu fera le reste. Il offre deux solutions précises.

a) On peut dire au religieux : votre consentement est validé, en tant que de besoin, et à titre rétroactif, quel que soit le vice interne dont il a été atteint : *Hoc (consensu) præstito convalescit.*

b) Mais le Supérieur peut dire aussi : vous êtes disposé à renouveler votre consentement en le purgeant de tout vice, seulement *nous*, nous ne sommes plus disposés à recevoir votre engagement : *Dummodo ex parte religionis consensus non fuerit revocatus.*

Quand faut-il *revalider* la profession ? Quand faut-il libérer le religieux ? Au Supérieur d'en décider, en chaque occasion ; au confesseur de guider et d'éclairer son pénitent dans l'expression de ses requêtes et la fixation éclairée du parti qu'il doit prendre.

4° Vous écrivez enfin : « L'*Ami,* par charité, ne veut pas mettre en doute la bonne foi de ce religieux. » — Nous n'avons tenu aucun compte de cette bonne foi, parce que nous nous sommes placés au point de vue du for externe. Et nous n'avions pas à nous en préoccuper.

Le coupable le plus évident, celui par conséquent dont la mauvaise foi est la plus certaine, a le droit d'exiger qu'on observe pour le condamner les prescriptions légales. Les règles de procédure, comme celles du droit pénal, sont d'ordre public. Nul ne peut s'y soustraire, et si un juge se le permet, quelle que soit sa situation hiérarchique, il pose des actes nuls.

Or, dans le cas qui nous était soumis, un religieux avait été frappé en vertu d'un canon violé dans l'acte même qui prétendait en faire application... En effet : *a)* la preuve des manœuvres dolosives exigées par le can. 2387 n'était pas faite, et, ajoutons-le, ne pouvait pas être faite, puisqu'elles n'existaient pas dans la matérialité des actes qu'au dire de trois commentateurs éminents le même canon exige ; *b)* la suspense prévue ne peut être infligée qu'une fois la profession déclarée nulle. Or le St-Siège, seule autorité compétente en cette matière, n'avait même pas été appelé à se prononcer.

5° Jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la valeur de la profession contestée, le religieux reste lié par elle. Il ne lui appartient pas de se dispenser lui-même des obligations qu'il a contractées, en accomplissant les rites extérieurs de la profession.

Q. — Sur quelles bases établir le salaire d'un organiste ? A l'heure actuelle, ce salaire, bien souvent, paraît dérisoire...

R. — Le salaire est la juste rémunération du travail de l'ouvrier. Qu'il s'agisse d'un terrassier, d'un mécanicien ou d'un organiste, il est soumis aux mêmes lois générales.

L'une d'elles, qu'on oublie parfois, est qu'il doit correspondre à la valeur du travail fourni. Le terrassier qui travaille 12 heures et remue 12 mètres cubes de terre ne mérite-t-il pas plus que celui qui travaille 6 h. et remue 3 mètres cubes seulement ? A travail égal, salaire égal.

Toutefois, la valeur du travail ne se mesure pas seulement à sa quantité, mais aussi et surtout à sa qualité. Déjà les travaux diffèrent dans leur espèce ; ainsi remuer la terre, conduire une automobile, opérer une tumeur, jouer un air de musique. Et dans la même espèce ils peuvent être, comme qualité, aux antipodes : ainsi toucher de l'orgue en artiste ou saboter un air sur le clavier.

Qui donc estimera le travail ? Les experts, les connaisseurs. Dans une même profession, les ouvriers eux mêmes et les patrons sont aptes à discuter cette valeur du travail. Mais dans les professions où le travail relève surtout de l'art avec lequel il est exécuté, où seront les vrais connaisseurs ? C'est là qu'on dira souvent : « Cela n'a pas de prix. » Alors, seule la convention des parties établira le juste prix. Tel tableau, par exemple, trouve amateur uniquement parce qu'il plaît à ce dernier. Tel autre, aussi bien exécuté peut être, ne porte pas la signature d'un grand maître : il est vendu presque pour rien. Que voulez-vous, il en est ainsi des choses artistiques ou soi-disant ! Le chapeau à la mode, dernier cri, se paie...

Le travail de l'organiste ne s'apprécie pas de la même façon s'il sort de l'ordinaire et relève vraiment de l'art, ou s'il est simplement l'application des élémentaires principes de la musique. Il y a l'organiste qui accompagne invariablement le *Credo* toujours de la même façon, les yeux fermés, depuis cinquante ans qu'il tient l'harmonium, comme le joueur de violon, au bal du village, qui joue sempiternellement la même rengaine de valse ou de polka. Ils sont organiste et violoniste, mais pas artistes. Ils exercent un métier plutôt qu'ils ne professent un art.

L'organiste artiste, exécutant ou compositeur, qui s'est acquis une réputation brillante, ne con-